



# RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE 2024

**REÇU EN PREFECTURE**

**le 01/03/2024**

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-091-259102457-20240301-2024\_03-DE

## Table des matières

<b>1</b>	<b>Cadre réglementaire.....</b>	
<b>2</b>	<b>Introduction.....</b>	
<b>3</b>	<b>Le cadre légal.....</b>	<b>5</b>
<b>4</b>	<b>La Zone Euro.....</b>	<b>6</b>
<b>5</b>	<b>La France. Avenirs et perspectives. ....</b>	<b>6</b>
<b>6</b>	<b>Le SMOYS.....</b>	<b>6</b>
<b>7</b>	<b>L'année 2023. Rétrospectives. ....</b>	<b>7</b>
7.1	L'analyse rétrospective du budget de fonctionnement réel.....	7
7.1.1	Les dépenses de fonctionnement.....	7
7.1.2	Les dépenses de reversement.....	8
7.2	Les recettes de fonctionnement.....	8
7.3	L'analyse rétrospective du budget d'investissement.....	9
7.3.1	Dépenses d'investissement par chapitre.....	9
7.3.2	Les recettes d'investissement.....	10
7.4	La situation de la dette.....	10
7.5	Le personnel.....	11
7.5.1	Le temps de travail.....	11
7.5.2	Les emplois saisonniers / stagiaires.....	11
7.5.3	Les avantages sociaux.....	11
7.5.4	Formation.....	11
<b>8</b>	<b>Le budget 2024.....</b>	<b>12</b>
8.1	Accompagnement des communes.....	12
8.1.1	Le service d'économie de flux.....	12
8.1.2	Le groupement de commande énergie.....	13
8.1.3	Les énergies renouvelables.....	13
8.1.3.1	Solaire.....	13
8.1.3.2	Méthanisation.....	14
8.1.3.3	Hydrogène et biomasse.....	14
8.1.3.4	Fonds de soutien.....	14
8.2	Les métiers historiques du SMOYS.....	14
8.2.1	Le contrôle des concessions électricité et gaz.....	14
8.2.2	L'enfouissement des réseaux.....	14
8.2.3	Le déploiement des bornes IRVE.....	15
<b>9</b>	<b>La prémaquette du budget 2024.....</b>	<b>15</b>
9.1	Les dépenses de fonctionnement.....	15
9.2	Dépenses d'investissement.....	16
9.3	Les recettes 2024.....	17
9.3.1	En fonctionnement.....	17
9.3.2	En investissement.....	17
<b>10</b>	<b>Le budget 2024 prévisionnel hors reversements.....</b>	<b>18</b>
10.1	Dépenses.....	18
10.2	Recettes.....	18
<b>11</b>	<b>Plan Prévisionnel d'Investissement 2024/2026.....</b>	<b>19</b>
<b>12</b>	<b>Conclusion.....</b>	<b>19</b>

**REÇU EN PREFECTURE**  
**le 01/03/2024**

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-091-259102457-20240301-2024\_03-DE

## 1 Cadre réglementaire

La loi du 6 février 1992 a rendu obligatoire pour les communes de 3500 habitants et plus la tenue d'un débat portant sur les orientations générales du budget. Les EPCI comprenant au moins une commune de 3500 habitants et plus sont soumis à cette même exigence.

Depuis l'adoption de la loi NOTRe du 7 août 2015, le débat porte sur le rapport retraçant les orientations budgétaires, les engagements pluriannuels, la structure et la gestion de la dette. L'article D 2312-3 du CGCT détermine le contenu exhaustif de ce rapport. Il doit comprendre :

- Les orientations budgétaires envisagées portant sur les évolutions prévisionnelles des dépenses et des recettes, en fonctionnement comme en investissement. Sont notamment précisées les hypothèses d'évolution retenues pour construire le projet de budget, notamment en matière de concours financiers, de fiscalité, de tarification, de subventions ainsi que les principales évolutions relatives aux relations financières entre la collectivité et le groupement dont elle est membre.
- La présentation des engagements pluriannuels, notamment les orientations envisagées en matière de programmation d'investissement comportant une prévision des dépenses et des recettes. Le rapport présente, le cas échéant, les orientations en matière d'autorisation de programme.
- Des informations relatives à la structure et la gestion de l'encours de dette contractée et les perspectives pour le projet de budget. Elles présentent notamment le profil de l'encours de dette que vise la collectivité pour la fin de l'exercice auquel se rapporte le projet de budget.

## 2 Introduction

Après une année où les conflits, heureusement limités géographiquement, ont redistribué les cartes des économies mondiales, 2024 s'annonce incertaine dans bien des domaines.

La guerre en Ukraine s'éternise et le règlement de ce conflit s'annonce compliqué. Le conflit Israël/Hamas, limité dans l'espace pour le moment, ne trouvera de solution pérenne qu'à travers des pourparlers qui aujourd'hui demeurent plus qu'incertains.

Les relents d'intention des mouvements indépendantistes caucasiens et autres, les élections nationales américaines du 5 novembre 2024, sont autant de sujets perturbateurs, générateurs d'incertitudes qui ne favorisent pas la quiétude des marchés internationaux et par la même impactent notre quotidien.

## 3 Le cadre légal

Publiée au Journal officiel du 30 décembre 2023, la loi de finances pour 2024 comporte de nombreuses mesures qui auront un impact fort sur les finances des collectivités.

Les principales mesures qui auront un impact sur le syndicat sont les suivantes :

- La loi de finances instaure l'obligation pour les collectivités et les groupements de plus de 3.500 habitants de se doter d'un "**budget vert**" (art. 191),

Les collectivités de plus de 3.500 habitants ont aussi désormais la possibilité "d'identifier et isoler" la part de leur endettement consacrée à financer des investissements concourant à des objectifs environnementaux (art. 192), ce que l'on appelle couramment la "**dette verte**".

- Fonds vert de 2,5 milliards d'euros destinés à soutenir les investissements des collectivités et de

leurs groupements en faveur de la transition écologique. En prévoyant au sein de ce plan de rénovation énergétique des établissements scolaires.

- La loi de finances pour 2024 prévoit la généralisation progressive, d'ici 2027, à l'ensemble du secteur public local du **compte financier unique** (CFU).

En plus de la loi de finances, l'évolution législative et réglementaire ces dernières années conduit les collectivités à de plus en plus investir dans la transition énergétique et oblige le syndicat à se mettre au côté de ses membres pour les accompagner.

#### 4 La Zone Euro.

L'Europe des nations continue à avoir des soubresauts indépendantistes qui ne favorisent pas une harmonie de vues tant politiques qu'économiques.

Des intentions, plus ou moins avérées de nationalismes réapparaissent dans bien des pays. L'unité des intérêts communs tarde à se réaliser, les avancées sociologiques et politiques, les progrès technologiques trop disparates ne concourent pas à cette unité.

L'Europe reste à faire. Elle doit trouver un équilibre politique et sociétal acceptable par tous les Pays qui la composent, faute à perdre son affluence sur les grandes orientations et décisions internationales.

Le couple moteur France/Allemagne a toutes les peines du monde à retrouver son dynamisme et son rôle de leader.

#### 5 La France. Avenirs et perspectives.

Notre Pays s'est résolument engagé dans la révolution énergétique, économique et environnementale.

Un vrai challenge nous est proposé, nous devons le relever !

La **Loi d'Orientation des Mobilités (LOM)**, la **Stratégie Nationale Bas Carbone** conformément à l'**Accord de Paris (COP 21)**, la **Programmation Pluriannuelle de l'Energie** de 2018 et autres dispositions réglementaires engagent notre Pays dans sa **Révolution énergétique, économique et environnementale**.

Le **Plan d'Accélération des Energies Nouvelles Renouvelables**, en cours d'élaboration modifie la donne et aura un impact sur nos collectivités et nos administrés.

Trois enjeux primordiaux doivent articuler nos réflexions sur nos politiques publiques : mieux produire, mieux vivre, mieux comprendre.

#### 6 Le SMOYS

Le Syndicat, à ce jour, compte 69 communes et/ou collectivités réparties sur quatre départements, pour une population d'environ 850.000 habitants. 30 autres communes sont en cours d'adhésion et devraient porter le syndicat à près de 950 000 habitants.

Déjà largement entamé, nous devons en 2024 et au-delà poursuivre, voire amplifier notre politique d'accompagnement de nos administrés, de nos collectivités dans les différentes compétences de notre Syndicat.

Nos objectifs à la fois ambitieux et vertueux nous contraignent à un effort important en termes

financiers, d'orientations prospectives, d'accompagnement opérationnel clairement affichée et respectée, au final, une vision d'ensemble partagée.



Relevons les défis. Lesquels ?

- Poursuivre le déploiement des bornes de recharge pour véhicules électriques.
- Accompagner les projets d'enfouissement des réseaux électriques des communes.
- Encourager les communes à s'engager résolument dans une politique de réduction des flux.
- Développer notre politique de recherche d'énergies nouvelles renouvelables.
- Réviser, en l'élargissant, le Schéma directeur de déploiement des bornes de recharge électriques.
- Poursuivre notre politique d'incitation à l'adhésion des Communes aux contrats de fournitures d'énergie d'électricité et/ou de gaz.
- Renforcer nos équipes tant dans le domaine administratif que technique.
- Garantir notre indépendance financière !

De l'audace, toujours de l'audace, oui, mais maîtrisée !

Le budget d'investissement 2024 devra répondre à notre volonté, à notre ambition d'aller de l'avant dans un esprit d'accompagnement de nos collectivités dans le cadre vertueux des orientations publiques nationales.

Il en va de notre crédibilité !

## 7 L'année 2023. Rétrospectives.

### 7.1 L'analyse rétrospective du budget de fonctionnement réel

Tableau récapitulatif du budget de fonctionnement

	2020	2021	2022	2023	Evolution brute 2022/2023
Dépenses réelles	366 467	805 340	1 675 282	2 736 819	+ 63 %
Recettes réelles	1 620 641	1 378 053	2 347 277	10 442 689	+ 445 %

Les dépenses de fonctionnement se répartissent en 3 blocs, les dépenses courantes (principalement les dépenses IRVE), le personnel et les versements aux communes (R2/article 8/TCFE).

#### 7.1.1 Les dépenses de fonctionnement

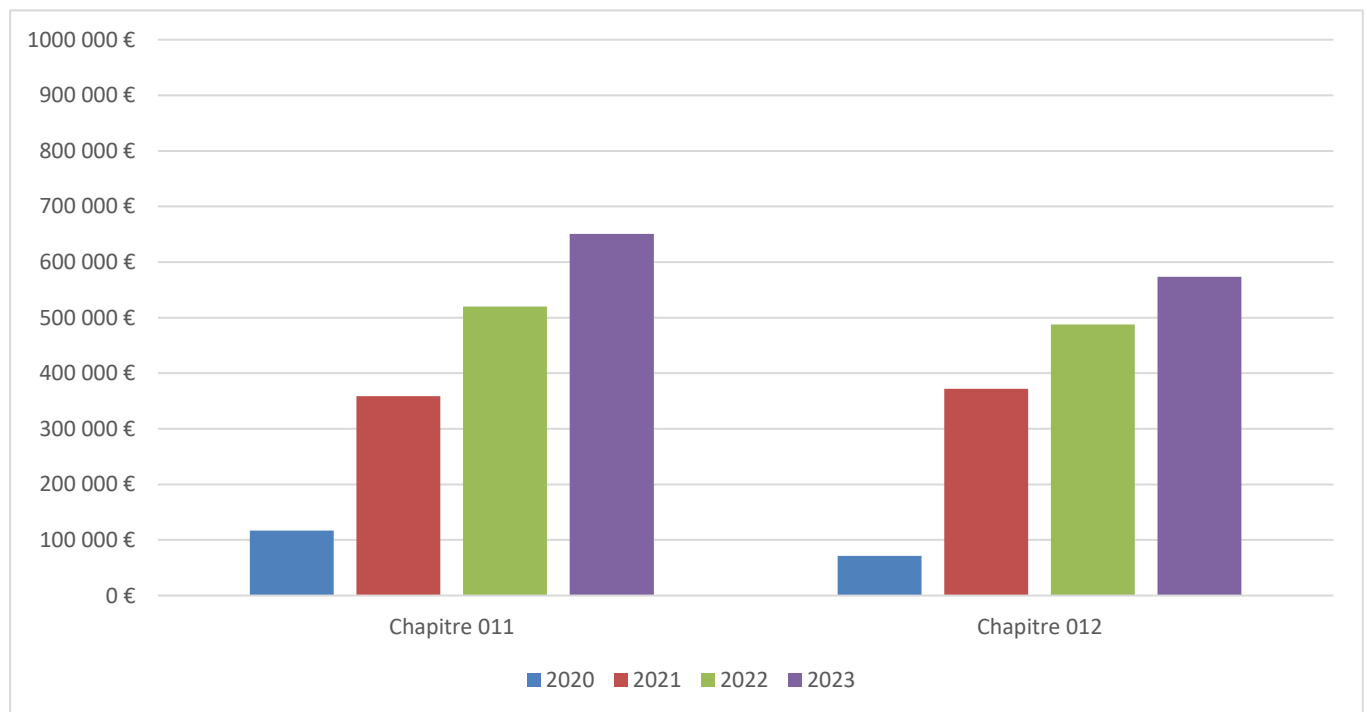
Comparaison des dépenses entre 2022 et 2023

	2023	% du budget de fonctionnement	Variation par rapport à 2022	
			En €	En %
Chapitre 011 : Charges à caractère général	650 705	+23,78%	+130 811	25,16%
Chapitre 012 : Charge de personnel	573 559	+20,96%	+86 077	17,66%

Le chapitre 011, dédié aux dépenses courantes de fonctionnement du syndicat, a pour principal objectif de dépenses la gestion des bornes IRVE. L'année 2023 a connu une augmentation consécutive au double effet de l'augmentation du coût de l'électricité et de l'augmentation du nombre d'utilisateurs sur nos bornes ( par l'augmentation de la demande, mais aussi grâce au nombre plus important de bornes).

Des actions ont été menées pour ralentir l'augmentation mécanique du chapitre 011, notamment avec le déménagement des locaux administratifs au 3 rue des paveurs à Evry-Courcouronnes pour réduire le coût du loyer.

Le chapitre 012 reflète la montée en puissance du syndicat et le renforcement de ses équipes avec notamment le recrutement en 2023 de 2 nouveaux techniciens. À cela s'ajoute l'augmentation « naturelle » due au GVT. De plus 2023 a connu une augmentation importante du point d'indice.



### 7.1.2 Les dépenses de reversement

La particularité du syndicat est qu'une grande partie de son budget de fonctionnement est affecté aux reversements aux communes de redevances et de taxes.

À ce titre, 2023 est une année particulière puisque le syndicat en plus de son reversement habituel de la TCFE des communes de moins de 2000 habitants, de la redevance R2 provenant d'ENEDIS, a aussi versé des reliquats de l'article 8 non versés par ENEDIS les années précédentes, pour un montant total de 1 427 249 euros.

## 7.2 Les recettes de fonctionnement

Les recettes de fonctionnement du SMOYS sont principalement de 4 ordres :

- Redevances des concessionnaires (R1 et R2 + article 8)
- Redevances des usagers des bornes
- Participation des communes (principalement pour les enfouissements ou pour l'appel au service de l'économe de flux)
- TCFE

	2022	2023
Chapitre 013 Atténuation de charges		
Chapitre 70 Produits des services	118 070	231 742
Chapitre 73 Impôts et taxes	194 605	6 800 000
Chapitre 74 Dotations et participations		604 063
Chapitre 75 Autres produits de gestion	2 034 603	2 804 210
<b>Total</b>	<b>2 347 277</b>	<b>10 442 689</b>

REÇU EN PREFECTURE

le 01/03/2024

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-001-259102457-20240301-2024\_03-DE

Tous les postes de recettes augmentent.

Pour les redevances l'augmentation provient du versement exceptionnel du reliquat de l'article 8 qu'ENEDIS devait aux communes pour les travaux des années précédentes.

Pour l'utilisation des bornes, comme chaque année, nous avons une augmentation des recettes. Il est à noter que la mise en place du nouveau marché entraîne un léger retard dans l'émission des titres pour percevoir les recettes ; la recette réelle 2023 dépasse sensiblement 2022.

Les premières demandes de remboursement pour les travaux d'enfouissement ont été envoyées aux communes, d'où les recettes au chapitre 74.

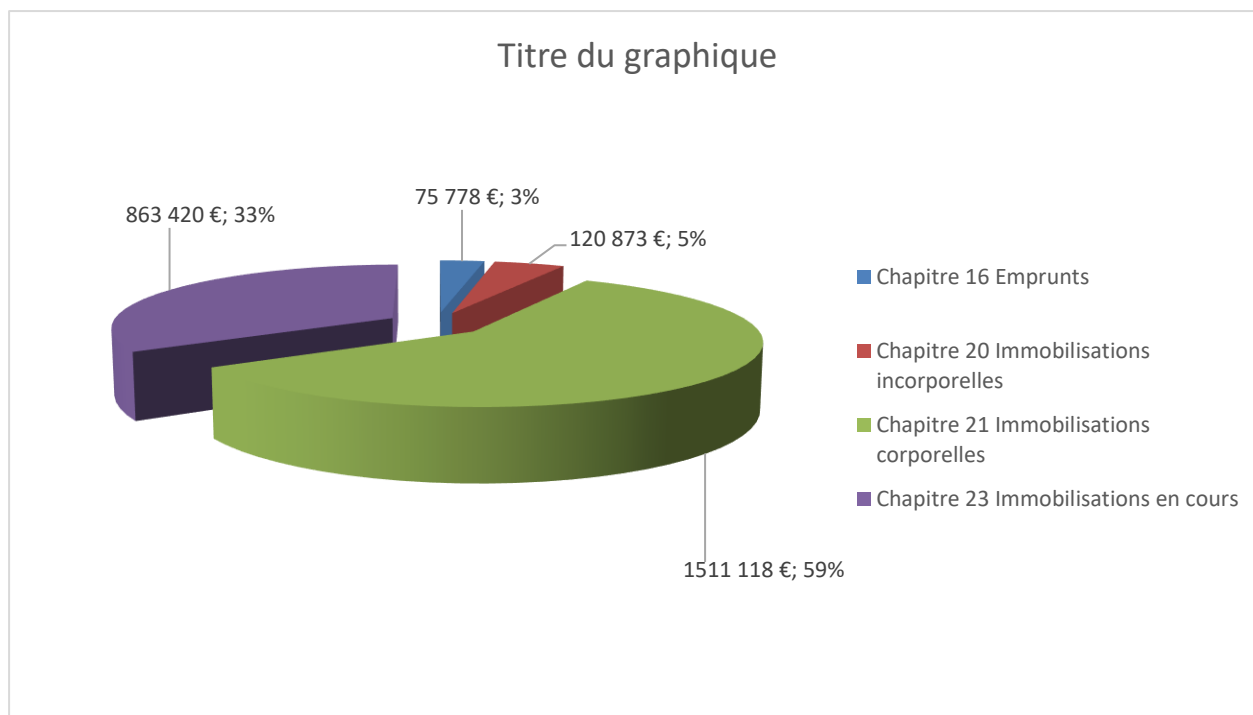
Concernant la TCFE, l'augmentation substantielle provient du versement, pour la première année, de la TCFE provenant des communes adhérant au SMOYS à travers les EPCI, suite au changement de la réglementation, même celles de plus de 2000 habitants. Bien évidemment ces sommes seront reversées aux communes.

### 7.3 L'analyse rétrospective du budget d'investissement

Tableau récapitulatif du budget d'investissement

	2020	2021	2022	2023	Evolution brute 2022/2023
Dépenses réelles	159 116	229 031	859 829	2 571 188	199,03%
Recettes réelles	181 126	570 000	300 000	725 339	141,78%

#### 7.3.1 Dépenses d'investissement par chapitre



## Les principaux investissements

Installation IRVE	884 224 €
Enfouissement	1 346 418 €
Capteurs	59 950 €
Véhicules	44 600 €

### 7.3.2 Les recettes d'investissement

En 2023 les recettes réelles d'investissement ont deux origines, la FCTVA pour 40 339 € et le second tirage de l'emprunt de 2022 pour 685 000 €.

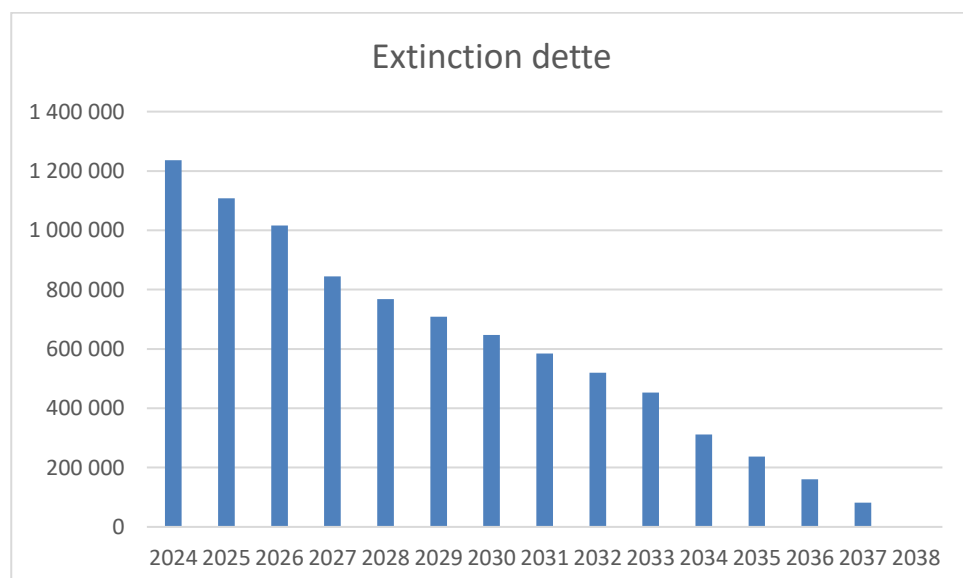
Le versement des subventions d'IRVE commencera à être versé en 2024.

## 7.4 La situation de la dette

Le SMOYS a deux emprunts en cours, un premier contracté en 2017 d'un montant de 750 000 € pour financer le premier déploiement des bornes IRVE sur le territoire et un second emprunt de 985 000 € contracté en 2022 pour financer le déploiement de le second déploiement des bornes IRVE.

L'encours restant au 1er janvier 2024 est de 1 235 769 €

Intitulé	Montant restant en capital au 01/01/2024	Durée/Année extinction
1 <sup>er</sup> déploiement des bornes IRVE	250 769 €	10 ans/2027
2 <sup>e</sup> déploiement des bornes IRVE	985 000 €	15 ans/2038



Les deux emprunts contractés par le SMOYS sont classés A selon la charte Gissler.

## 7.5 Le personnel

Pour accomplir ses missions, le SMOYS s'est doté d'une équipe d'agents qualifiés, mais en nombre limité. Qualifiés, car les missions d'accompagnement, de contrôle, de déploiement d'IRVE nécessitent une expertise importante, aussi technique, administrative que juridique.

Au 1er janvier 2024, le SMOYS compte dans ses effectifs 10 agents, 9 agents permanents (dont 2 emplois à temps non complet) et 1 agent sur emploi non permanent :

- ☐ Directeur général
- ☐ Pôle finances, marchés publics et juridiques : un Directeur financier
- ☐ Pôle ressources humaines, administration, communication et secrétariat général: une Secrétaire générale, une assistante et un agent technique d'entretien
- ☐ Pôle technique :
  - Enfouissement des réseaux, IRVE : deux techniciens, réseaux de voirie,
  - Bâtiments, efficacité énergétique : un ingénieur économe de flux, un conseiller en énergie partagée et un conseil énergie apprenti.

Le pôle technique va se renforcer d'un nouvel agent en cours de recrutement afin d'aider au déploiement des nouvelles bornes.

### 7.5.1 Le temps de travail

Le temps de travail annuel pour les agents à temps complet est de 1607 heures.

#### **Les heures supplémentaires**

Elles donnent lieu à repos compensateur ou indemnisation.

Une enveloppe de 1150 euros est prévue pour indemniser les heures d'intervention dans le cadre des astreintes du technicien.

### 7.5.2 Les emplois saisonniers / stagiaires

Une enveloppe de 4 750 euros a été inscrite au budget, ce qui représente l'accueil d'un stagiaire pendant 6 mois.

### 7.5.3 Les avantages sociaux

- Les tickets restaurant

Le SMOYS a mis en place les tickets restaurant en 2022 et prend en charge 60% de la valeur faciale (10 euros en 2024) d'un titre restaurant, pour toute journée travaillée dans son intégralité.

- La participation aux mutuelles et assurances

La procédure de labellisation a été plébiscitée. En effet, chaque agent est libre de choisir parmi un large panel de contrats labellisés et/ou de conserver son assureur, tant pour le risque santé que prévoyance. Le SMOYS participe depuis le premier janvier 2023 à la protection sociale complémentaire de ses agents, dans le cadre de la procédure de labellisation à hauteur de :

- 25 euros par mois pour le risque santé
- 25 euros par mois pour le risque prévoyance

### 7.5.4 Formation

L'élaboration du plan de formation s'est inscrite dans une démarche participative qui a été engagée au sein de chaque pôle, tant au niveau de l'identification et de l'analyse des besoins, que des modalités d'exécution.

Il porte sur trois ans (2023-2025). La priorité a été donnée aux formations relevant du CNFPT, dont la majeure partie est financée par la cotisation versée à cet organisme et ne génère pas de surcoût. Le recours aux organismes de formation extérieurs est nécessaire lorsque les thèmes abordés sont très techniques, tant en matière d'énergie, que de la sécurité du personnel. Il pourra également être fait appel aux organismes extérieurs de formation, si les demandes d'inscription faites auprès du CNFPT sont refusées.

Le plan de formation a été établi sur la base des objectifs suivants :

- renforcer la culture collective et exploiter les ressources internes
- renforcer les compétences des agents dans les domaines d'activité du syndicat,
- accompagner les évolutions du syndicat
- intégrer les agents non titulaires dans la fonction publique (préparations aux concours)
- permettre les déroulements de carrière
- assurer la santé et la sécurité des agents

Le SMOYS continuera à mener une politique ambitieuse de formation de ses agents. Pour 2024 c'est un budget de 13500 € qui y sera consacré !

## 8 Le budget 2024

En 2024, comme en 2023 le SMOYS va poursuivre ses missions qui sont :

- Suivi des concessions ENEDIS et GRDF,
- Enfouissement des réseaux,
- Déploiement et exploitation des bornes IRVE,
- Réduction de la consommation énergétique des bâtiments,
- Développement des ENR,
- Groupement de commandes énergies.

### 8.1 Accompagnement des communes

Le SMOYS va renforcer sa politique d'accompagnement des collectivités à travers des missions dont le syndicat possède une forte capacité d'ingénierie interne.

Ces missions s'articulent autour des axes suivants :

- Le service d'économie des flux,
- L'accompagnement dans les diagnostics de performance énergétique,
- Développement des ENR,
- La recherche de subventions et aides financières,
- Le groupement de commandes d'énergie.

#### 8.1.1 Le service d'économie de flux

Le service d'économie des flux a connu un vrai essor en 2023 avec 30 communes, petites et grandes, qui ont fait confiance au SMOYS pour un accompagnement technique dans de nombreux domaines, comme l'accompagnement pour les déclarations pour le décret tertiaire, le suivi énergétique...

Aujourd'hui, c'est près de 200 sites qui sont déjà dotés ou en cours d'installation de capteurs thermiques fournis par le SMOYS pour le suivi et la gestion énergétique des bâtiments.

Ces capteurs, en complément de l'étude des consommations énergétiques, permettent aux communes bénéficiaires d'avoir un suivi fin de la consommation d'énergie, Le SMOYS va continuer à suivre ces communes et a pour ambition de doubler le nombre de bâtiments en 2024.

Pour ce faire une première enveloppe de 40 000 euros est prévue au budget 2024 pour l'achat de nouveaux capteurs. Cette enveloppe sera ajustée au cours de l'année en fonction des demandes des communes.

Pour financer ce service, le SMOYS a mis en place une participation des communes, à prix coûtant de 50 € de l'heure d'intervention de notre ingénieur.

### 8.1.2 Le groupement de commandes d'énergie

Pour aider ses communes membres à acheter de l'énergie au meilleur prix tout en évitant les contraintes juridiques et techniques, le SMOYS avait mis en place un groupement d'énergie en 2022.

Ce groupement s'est poursuivi en 2023.

Ainsi, une année 2022 très instable sur les marchés de l'énergie dû principalement à la guerre en Ukraine et aux difficultés de EDF de maintenir à plein régime le fonctionnement de ses centrales nucléaires. L'année 2023 a été bien plus apaisée sur les marchés de l'énergie, même si les prix sont restés sensiblement plus élevés qu'avant la guerre en Ukraine. Ainsi avec un marché de l'énergie plus favorable et l'optimisation provenant du groupement de commandes, les prix obtenus en 2023, pour la livraison d'électricité et de gaz en 2024, le SMOYS a pu obtenir un prix d'achat 2 à 3 fois inférieur à ceux de 2022.

Fort de ce succès, le SMOYS va continuer à proposer ce service, gratuit pour les adhérents aux compétences énergies, à ses adhérents en 2024 et au-delà avec le lancement d'un nouveau groupement de commandes.

Les nouvelles communes qui souhaitent adhérer au groupement auront jusqu'à fin avril pour délibérer en ce sens.

### 8.1.3 Les énergies renouvelables

Le SMOYS continue d'investir dans la lutte pour la décarbonisation de son territoire qui ne peut pas seulement se contenter du mix énergétique actuel même avec une grande réduction de la consommation d'énergie. Que ce soit pour des raisons de pragmatisme économique, d'indépendance énergétique ou de lutte contre le réchauffement climatique, la production d'énergie renouvelable sur le territoire est devenue un enjeu central et urgent.

Aussi, doté de compétences élargies, le SMOYS va pouvoir se développer dans les nombreux champs de la production d'énergies vertes.

#### 8.1.3.1 Solaire

En 2023, le SMOYS a accompagné la commune du Plessis-Pâté à installer sur la toiture de l'hôtel de Ville des panneaux solaires dans le cadre du dispositif d'autoconsommation collective.

Ce projet est une première en Essonne, et avec l'appui technique et financier du SMOYS, la commune du Plessis-Pâté a pu installer des panneaux qui vont lui permettre de réduire sensiblement sa consommation énergétique sur son hôtel de Ville et les bâtiments publics à proximité.

Les premières estimations font ressortir un retour sur investissement du projet de moins de 10 ans.

Fort de ce succès, le SMOYS souhaite déployer ce modèle à d'autres communes de son territoire. Dans le détail, le SMOYS peut accompagner financièrement les communes à hauteur de 30% de l'investissement, dans la limite de 50 000 euros par projet et apporter une aide technique complète, de l'étude du projet à sa réalisation.

De nombreuses communes sont déjà candidates pour être accompagnées en 2024/2025, et le SMOYS estime qu'au moins 20 nouveaux projets verront le jour en 2024.

Une enveloppe prévisionnelle de 400 000 € est dédiée à cet accompagnement.

### 8.1.3.2 Méthanisation

Une étude du potentiel de méthanisation agricole sur le territoire du SMOYS a été lancée en 2023 comme préalable aux futurs projets d'implantation de centrales de méthanisation sur le territoire.

Le résultat de l'étude sera connu courant premier trimestre 2024.

Dore et déjà nous savons que le SMOYS et l'Essonne plus globalement, possèdent un fort potentiel, mais aussi dès la complétude de cette étude, le SMOYS lancera des études de faisabilité sur les zones à fort potentialité.

Une enveloppe de 40 000 € est prévue.

### 8.1.3.3 Hydrogène et biomasse

En plus du solaire et la méthanisation, le SMOYS travaillent sur d'autres sources d'énergie renouvelable comme l'hydrogène vert et la biomasse.

La première énergie comme alternative pour la mobilité propre et la seconde énergie comme l'une des sources d'énergie de chauffe pour les bâtiments, notamment publics.

De premières pré-études sont en cours avec nos partenaires, notamment la région Île-de-France.

Une petite enveloppe de 20 000 € est prévue pour 2024

### 8.1.3.4 Fonds de soutien

Le SMOYS soutiendra les communes à travers un fonds de soutien aux communes pour des projets en faveur de la transition énergétique et la valorisation du territoire.

Enveloppe de 40 000 €.

## 8.2 Les métiers historiques du SMOYS

### 8.2.1 Le contrôle des concessions électricité et gaz

Le contrôle des concessions d'électricité et gaz est le cœur des missions du SMOYS en tant qu'AODE.

C'est ce travail et en particulier le contrôle de l'exécution des contrats qui a permis au SMOYS de récupérer auprès d'ENEDIS la somme de **847 535,25 €** au titre de l'article 8 non reversée les années précédentes. Le SMOYS a voté le reversement intégral de cette somme au bénéfice des collectivités pour lesquelles ont été effectués les travaux d'enfouissement des réseaux électriques concernés.

Le SMOYS va continuer à travailler pour défendre au mieux les intérêts de ses communes membres.

En plus de ce travail habituel, 2024 est une année importante pour la concession de gaz, puisque le contrat qui lie le syndicat à GRDF arrive à terme au 31 décembre 2024 et les nouvelles modalités pour le nouveau contrat doivent être négociées durant l'année 2024.

### 8.2.2 L'enfouissement des réseaux

Depuis 2022, le SMOYS réalise pour les communes membres les travaux d'enfouissement. En passant par le SMOYS les communes non seulement respectent les règles de fonctionnement du syndicat et du contrat de concession, mais en plus leur permet de bénéficier d'un triple avantage :

- Bénéficier de l'expertise du SMOYS au niveau technique

- Une inscription budgétaire limitée ; la commune n'inscrit à son budget que 60% du montant HT du montant des travaux
- Un interlocuteur unique

La commune percevra l'Article 8 et la R2.

Le SMOYS s'occupant de l'intégralité des échanges administratifs avec ENEDIS.

### 8.2.3 Le déploiement des bornes IRVE

Après une année 2023 de transition, nécessaire pour demander de nouvelles subventions (auprès de l'État, la Région Île-de-France et le Département de l'Essonne), le déploiement va s'accélérer en 2024.

Le SMOYS espère atteindre 200 bornes d'ici la fin de l'année.

## 9 La prémaquette du budget 2024

### 9.1 Les dépenses de fonctionnement

Hors dépenses de reversement (neutre pour le SMOYS), le budget du SMOYS se décompose comme ceci

#### Chapitre 11

Les charges à caractère général sont estimées à 577 000 € pour le 2024.

L'augmentation principale provient des Infrastructures de Recharge de Véhicule électrique (IRVE) et de la consommation électrique, avec le triple effet de prix de l'énergie chère, l'augmentation de l'utilisation des bornes et l'augmentation du nombre de bornes.

- Une inscription de 350 000 € est prévue au BP 2024 en électricité.
- Les dépenses de maintenance connaissent également une progression importante. Elles passent de 100 000 € au budget 2023 à 150 000 € au budget 2024.
- Les autres lignes seront ajustées en fonction de l'inflation et l'augmentation de l'activité, comme pour les fournitures administratives ou les frais postaux. 77 000 €.

#### Chapitre 12

Les dépenses de personnel passent de 630 000 € au budget 2023 à 650 000 € au budget 2024

Malgré le renforcement de son équipe technique, le SMOYS parvient à contenir l'augmentation de ce chapitre.

À ce stade, ce budget ne prévoit qu'un seul recrutement nouveau (renforcement de l'équipe technique) pour l'année 2024.

Le recrutement du nouveau directeur est en cours.

#### Chapitre 65

Le chapitre 65, hors dépenses de reversement, reste très contenu.

Comme ailleurs, le SMOYS a fait le choix de limiter au maximum les dépenses, comme ceux des indemnités des élus.

Ainsi est budgété 100 000 €, dépense élus, logiciels et autres dépenses courantes incluses.

À cela s'ajoutent les 400 000 € pour l'accompagnement des communes pour l'installation de nouveaux solaires.

À cela s'ajoute le fonds de soutien de 40 000 €

Il est rappelé que le reversement R2 est lui neutre pour le budget et pourrait monter jusqu'à 600 000 €.

## Chapitre 66

Avec le début du remboursement de l'emprunt de la CDC pour les IRVE, la charge financière des emprunts passe à 30 000 € pour 2024 au lieu de 14 000 au BP 2023.

Soit un total des dépenses réelles de fonctionnement hors reversement de 1 397 000 € et hors participation pour l'accompagnement aux projets solaires.

### 9.2 Dépenses d'investissement

Comme en 2023 le SMOYS va continuer ses efforts dans le déploiement d'IRVE, notamment sur les communes qui ont rejoint le SMOYS au titre de la compétence IRVE.

Alors que le SMOYS avait à sa charge une centaine de bornes au début 2023, elle devrait avoir plus de 200 bornes d'ici fin 2024 voire plus si les services de la préfecture permettent l'adhésion rapide de nouvelles communes.

Dès le BP 2024, une enveloppe de 1 000 000 € est ouverte pour l'installation de nouvelles bornes. Elle pourrait être complétée lorsque le SMOYS votera son compte administratif et son budget supplémentaire courant mai 2024.

Une mise à jour sera effectuée sur le schéma directeur actuel pour prendre en compte l'arrivée de nouvelles communes.

Comme chaque année une enveloppe pour les travaux d'enfouissement est prévue, elle est de 1 000 000 € (900 000 € en travaux et 100 000 € en études) pour 2024.

Le déploiement des bornes et l'enfouissement des réseaux sont des politiques qui seront menées tout au long du mandat et décidées dès la prise de fonction du nouvel exécutif.

À ces deux dépenses s'ajoutent les dépenses de remboursement de la dette qui se montent à 130 000 € pour 2024, dont l'inscription est obligatoire.

Enfin, le comité doit débattre de l'arbitrage des investissements restants estimés comme suit :

- 100 000 € Investissement d'innovation (exemple Ombrière Abri vélo),
- 400 000 € participation à la SEM départementale,
- 50 000 € Investissement de fonctionnement général (informatique, mobilier, véhicule),
- 40 000 € études méthanisation,
- 40 000 € capteurs températures,
- 20 000 € hydrogène vert.

Soit 650 000 €

## 9.3 Les recettes 2024

### 9.3.1 En fonctionnement

Le SMOYS s'appuie principalement sur les redevances de ses concessionnaires ainsi que des recettes des IRVES et de la participation des communes au titres des services rendus pour fonctionner.

Hors recettes reversées (R2/TCFE) la structure des recettes du SMOYS se repartit comme suit :

- R1 électricité : 730 000 €
- R1 gaz : 335 000 €
- Revenus IRVE 500 000 € (en prenant en compte les nouveaux tarifs)
- Participation collectivités 20 000 €

Soit un total de 1 535 000 € pour financer les dépenses réelles de fonctionnement hors reversement, pour rappel 1 357 000, il reste donc 138 000 € (ce faible chiffre tient compte d'inscriptions prudentes pour les recettes et exhaustives pour les dépenses)

À cela s'ajoutent les recettes permettant de financer les travaux d'enfouissement,

- 40% par ENEDIS
- 60% par les communes.

Le SMOYS va continuer son partenariat avec la FNCCR sur les projets ACTEE afin de trouver de nouvelles sources de financement pour les investissements du syndicat et des communes qui participent aux appels à projets.

Enfin les autres recettes sont des recettes destinées à être reversées aux communes.

- R2 provenant d'ENEDIS
- La TCFE

### 9.3.2 En investissement

Les élus du SMOYS travaillent depuis 2023 avec les services de l'État, de la Région Île-de-France et du Département de l'Essonne pour obtenir des subventions pour développer sa politique en faveur de la transition énergétique. La prudence comptable nous empêche au BP 2024 d'inscrire les sommes en cours de négociation, aussi, elles seront remplacées par un emprunt d'équilibre au BP 2024.

À ce stade seule la subvention déjà notifiée, pour la première partie de déploiement des IRVE, sera inscrite (provenant de la Région Île-de-France), soit 416 000 € (à laquelle s'ajoute la participation des communes pour 100 000 € pour 100 bornes, mais inscrite en fonctionnement)

À ces futures subventions, le SMOYS pourra compter sur le FCTVA, estimé cette année à 74 000 €.

Enfin, en complément de ces deux recettes, le SMOYS inscrira une recette provenant d'un emprunt pour financer ses investissements « productifs » comme sur le solaire.

Les recettes de fonctionnement permettant un financement de 138 000 €, elles couvrent le remboursement en capital des emprunts (reliquat 8 000 €) il convient donc d'emprunter pour financer les 350 000 € par un emprunt de 342 000 €.

## 10 Le budget 2024 prévisionnel hors reversements

REÇU EN PREFECTURE

le 01/03/2024

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-091-259102457-20240301-2024\_03-DE

### 10.1 Dépenses

Fonctionnement	2024
Chapitre 011	577 000 €
Chapitre 012	650 000 €
Chapitre 65	540 000 €
Chapitre 66	30 000 €
<b>Total</b>	<b>1 797 000 €</b>

Investissement	2024
Chapitre 16	130 000 €
Chapitre 20	160 000 €
Chapitre 21	1 190 000 €
Chapitre 23	900 000 €
Chapitre 26	400 000 €
<b>Total</b>	<b>2 780 000 €</b>

<b>Total dépenses réelles</b>	<b>4 577 000 €</b>
-------------------------------	--------------------

### 10.2 Recettes

Fonctionnement	2024
Chapitre 70	500 000 €
Chapitre 74	520 000 €
Chapitre 75	1 398 000 €
<b>Total</b>	<b>2 418 000 €</b>

Investissement	2024
FCTVA	74 000 €
Chapitre 13	416 000 €
Chapitre 16 emprunt équilibre	627 000 €
Emprunt projets	1 042 000 €
<b>Total</b>	<b>2 359 000 €</b>

<b>Total recettes réelles investissement</b>	<b>4 577 000 €</b>
--	--------------------

## 11 Plan Prévisionnel d'Investissement 2024/2026

REÇU EN PREFECTURE

le 01/03/2024

Application agréée E-legalite.com

99\_DE-091-259102457-20240301-2024\_03-DE

Dépenses	2024	2025	2026
Remboursement emprunt	130 000 €	130 000 €	130 000 €
IRVE	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €
Enfouissement	1 000 000 €	1 000 000 €	1 000 000 €
Innovation	100 000 €	120 000 €	150 000 €
Capteurs	40 000 €	40 000 €	40 000 €
Participation SEM	400 000 €		
Méthanisation	40 000 €	40 000 €	100 000 €
Autres ENR	20 000 €	20 000 €	20 000 €
Investissement courant	50 000 €	50 000 €	50 000 €
<b>Total</b>	<b>2 780 000 €</b>	<b>2 400 000 €</b>	<b>2 490 000 €</b>

Recettes	2025	2026	2027
FCTVA	74 000 €	220 000 €	300 000 €
Subventions	416 667 €	786 000 €	795 000 €
Participation communes	479 000 €	640 000 €	640 000 €
Participation ENEDIS	333 333 €	333 333 €	333 333 €
Autofinancement	8 000 €	300 000 €	300 000 €
Emprunt	1 469 000 €	120 667 €	121 667 €
<b>Total</b>	<b>2 780 000 €</b>	<b>2 400 000 €</b>	<b>2 490 000 €</b>

## 12 Conclusion.

Fidèle à ses engagements et ses orientations de politiques publiques dans le domaine des énergies nouvelles renouvelables des déploiements des IRVE, d'accompagnements des communes dans leurs projets et de perspectives qui tendent vers notre indépendance énergétique, ce budget ambitieux mais néanmoins réaliste répond à ces objectifs.